

## Une superstructure bureaucratique, coûteuse et inutile

**UNIVERSITÉ  
BRETAGNE  
LOIRE**

La super-Comue UBL, créée en janvier 2016, poursuit son élargissement alors que tout le monde semble prendre conscience des dangers sur lesquels la FSU a alerté depuis le début : l'UBL n'est qu'une superstructure bureaucratique, coûteuse et inutile. Les responsables des établissements membres ne se cachent plus pour exprimer leurs doutes ; le président de la Comue reconnaît publiquement que l'UBL ne sera pas une université de rang mondial. Après les échecs répétés pour obtenir les financements d'« excellence », les universités membres ont monté des projets d'iSites concurrents. Enfin, l'UBL n'a pas obtenu du ministère le passage aux Responsabilités et compétences élargies en janvier (passage auquel les élu.e.s FSU se sont évidemment opposés) !

À quoi sert donc l'UBL ? Selon ses derniers défenseurs, elle est une « machine à projets » pour chercher les financements. En réalité, elle est un gaspillage de fonds publics, elle renforce la précarité pour les personnels, et elle accentue la concurrence dans l'ESR (y compris du privé confessionnel, dont une école vient d'être intégrée comme associée). ●

Mary David, ÉSPÉ de Nantes

## La fusion, un projet qui se construit contre l'avis de la communauté universitaire

En Île-de-France, huit Comue ont été créées au gré des circonstances, conjuguant souvent improvisation

et opportunisme à défaut d'une vision stratégique globale. La Comue Sorbonne Paris Cité (USPC) en est l'illustration : dans la précipitation, sans diagnostic, sans projet, sans l'adhésion de la communauté universitaire, les présidents des universités (Paris 3, 5, 7 et 13) de la Comue ont décidé de lancer leurs établisse-

**USPC**  
Université Sorbonne  
Paris Cité

ments dans un processus de fusion en juin dernier. Les conseils d'administration des universités se sont prononcés il y a peu sur une « feuille de route » engageant ce processus, Paris 13 ayant été exclue du périmètre de la fusion entre-temps. La seule justification avancée pour cette fusion est la tentative hypothétique de retrouver l'argent de l'Idex perdu en avril 2016 : ainsi, dans l'espoir d'un éventuel réexamen par le jury IDEX du dossier USPC, c'est l'avenir de 85 000 étudiant.e.s, de 4 600 enseignant.e.s-chercheurs/ses et chercheurs/ses et de 2 700 personnels Biatss qui se joue, sans qu'aient été évalués ni le coût humain ni le coût financier de cette vaste restructuration.

Les équipes présidentielles de Paris 3 et Paris 7 ont décidé la construction de cette gigantesque université en reniant leurs engagements électoraux : en 2014, au moment des élections, la présidente de Paris 7 assurait que sa liste était « opposée à la fusion des universités ». Néanmoins, à Paris 3 comme à Paris 7, les équipes en place ont refusé d'organiser de nouvelles élections, et même de consulter la communauté universitaire, qui s'est autosaisie et a réitéré lors de consultations organisées au niveau des composantes, son opposition à la fusion.

La mobilisation des prochains mois sera décisive pour que la communauté universitaire puisse faire valoir un projet qui ait un sens du point de vue de l'enseignement et de la recherche. ●

Marie-José Voisin, université Paris 7

